ASSOCIATION DES HISTORIENS CONTEMPORANEISTES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

Bulletin d'information N. 6

(reconstitué en 2019 par Claire Lemercier sur la base des fichiers rtf de Noëlle Dauphin)

Mai 1991

SOMMAIRE

- Assemblée générale du 23 novembre 1991.....p. 2
- Une Association représentative pour temps d'incertitude...p. 3
- Composition du bureau.....p. 6
- Le Bulletin d'information fait peau neuve.....p. 7
- Compte-rendu des débats de notre A.G.
  du 17 novembre 1990 sur la question des IUFM..... .p. 9
- Vingt-cinq ans d'historiographie française .....p. 13
  o J. B. DUROSELLE - L'histoire des relations
    internationales .....p. 15
  o J. M. MAYEUR - L'histoire religieuse de la période
    contemporaine depuis un quart de siècle..... .p.19
- Information sur les postes..... p. 22
- Appel aux correspondants de l'Association..... p. 23
- Colloques. Divers..... p. 24

PROCHAINE ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION DES HISTORIENS CONTEMPORANEISTES

Samedi 23 novembre 1991

Université de Paris X
Centre de la rue Malher
9, rue Malher
75004 PARIS
(Amphithéâtre du sous-sol)

1. 9 h 45-12 h 30 : Questions générales touchant à la place de l'histoire contemporaine et au statut de ses enseignants.

N.B. Un ordre du jour plus précis sera établi ultérieurement, celui-ci découlant forcément de questions et problèmes concernant notre Association et surgissant au fil de cette année 1991.

2. 14 h 30-17 h : L'historiographie française; bilan et perspectives :

- Maurice Agulhon (Collège de France) : L'histoire des «représentations».

François Crouzet (Université de Paris IV) ; L'histoire économique : croissance ou déclin ?

UNE ASSOCIATION REPRESENTATIVE POUR TEMPS D'INCERTITUDES

Le Bureau de l'Association entend poursuivre, dans le prolongement d'une action menée de longue date, l'entreprise d'affermissement de nos structures. Des effectifs Importants nous confèreront, en effet, une plus grande représentativité et par là-même, une plus forte influence. C'est donc avec satisfaction que nous avons constaté une augmentation de près de 50 % du nombre de nos cotisants entre 1989 et 1990. Et l'objectif pour l'année en cours est non seulement de retrouver ces effectifs de 1990, mais aussi de s'efforcer de poursuivre la marche en avant.

Une telle progression ne se fera qu'avec l'aide de tous : que chaque Université soit pour les uns et les autres terre de mission, afin de donner plus de poids encore à notre Association. Non que cet aspect statistique soit une fin en soi mais, répétons-le, l'influence d'une organisation qui se veut légitimement représentative se mesure forcément à l'aune du nombre de ses membres.

Cette augmentation a, du reste, étoffé très sensiblement les rangs des participants à notre dernière Assemblée générale. Là encore, les décisions prises en commun lors de telles Assemblées auront d'autant plus d'effets qu'elles auront été prises par le plus grand nombre. Car le Bureau et ses membres ne se veulent, bien sûr, que le relais et la caisse de résonance des analyses et des souhaits de la majorité, telle qu'elle peut apparaître à l'occasion de nos rencontres annuelles. D'autant que l'Université se trouvant actuellement - nous le sentons tous -, dans une phase d'incertitude quant à ses missions et quant aux rouages qui assurent son recrutement et son fonctionnement, la question des fins et des moyens doit faire l'objet d'une vigilance particulière, où les Associations de spécialistes ont une place à tenir. Car, par-delà les différences de générations ou de statuts, de sensibilité historiographique ou d'affinité politique, nous avons tous en commun ce sentiment de l'éminente dignité de notre métier et de notre discipline, mais aussi cette perception des incertitudes qui planent et - pourquoi le taire ? - des atteintes possibles qui menacent ce métier et cette discipline.

A cet égard, il est bien évident que la force de notre

Association ne peut être fondée seulement sur le nombre de ses membres, mais aussi sur la fécondité scientifique de l'histoire contemporaine. C'est dans cet esprit que ce Bulletin, aussi bien que nos Assemblées générales, se veulent toujours placés sous le signe d'une nécessaire cohésion corporative, mais aussi d'une affirmation de la richesse historiographique, présente et à venir, de notre discipline. C'est notamment pour cette raison que nous poursuivrons nos séances de "bilans et perspectives". Dans le même esprit, signalons que la rubrique "Vie scientifique" du Bulletin est à la disposition de tous, pour répercuter au sein de la corporation l'annonce de rencontres scientifiques[1].

Jean-François Sirinelli

---

[1] 1. La gestion de cette rubrique, dont nous souhaitons qu'elle s'étoffe au fil des numéros, est assurée par notre collègue Jean El Gammal, à qui doivent donc être transmises les informations que l'on souhaite y voir signalées.

Jean El Gammal
95, Bd. Beaumarchais
75003 Paris

COMPOSITION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION

(depuis l'Assemblée générale du 25 novembre 1989)

BRUNET Jean-Paul (Paris VIII), Vice-président CHADEAU

Emmanuel (Lille III)

COINTET Michèle (Tours), Secrétaire générale

Elisabeth DU REAU (Le Mans), Vice-présidente et Trésorière Jean EL GAMMAL

(Paris X)

Paul GERBOD (Paris XIII), Président honoraire

GUILLAUME Pierre (IEP Bordeaux), Président honoraire

LEVEQUE Pierre (Dijon)

LUC Jean-Noël (ENS Fontenay-Saint-Cloud)

NOUAILHAT Yves-Henri (Nantes)

ROUSSO Henry (CNRS-IHTP)

SALY Pierre (Paris I)

SIRINELLI Jean-François (Lille III), Président

LE BULLETIN D'INFORMATION FAIT PEAU NEUVE

Des échanges de vues ont eu lieu lors des dernières réunions du bureau de notre Association. Il est apparu que notre Bulletin remplissait une mission indispensable, celle de faire circuler l'information entre les membres de l'Association, de porter à la connaissance de tous des éléments d'appréciation intéressant les historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche. Sans prétendre se situer sur le même terrain que les grandes revues historiques -faut-il même le dire ? - notre Bulletin peut apporter sa modeste contribution à la diffusion des informations concernant l'actualité scientifique. Par ailleurs, sur le terrain professionnel et pratique, il peut et doit aider chacun de nous à prendre la mesure des promesses et des dangers, pour l'histoire contemporaine et l'histoire en général, d'une situation mouvante et incertaine. A cette fin, il a été décidé de faire paraître deux bulletins par an au lieu d'un, ce qui naturellement représentera pour notre Association un supplément sensible de frais. En outre, un effort devra être fait pour nourrir de façon substantielle des rubriques régulières : actualité professionnelle, publicité des colloques et rencontres à venir qui pourraient être porté à notre connaissance, modifications de position administrative, d'adresse et de numéro de téléphone des collègues, compte-rendu de notre AG, contributions à notre demi-journée scientifique annuelle, comptes-rendus de thèses récentes, vie scientifique en général.

Le bureau a bien voulu me confier la mise en oeuvre de ces orientations.

Celles-ci ne pourront se concrétiser que si chacun s •attache à prendre sa plume pour apporter quand il le peut sa contribution à 1'oeuvre commune, en signalant les imperfections et lacunes de notre travail, en suggérant des améliorations, en rédigeant des notes sur des aspects sensibles de notre métier d'enseignants-chercheurs d'histoire contemporaine, en proposant des thèmes pour notre demi-journée scientifique.

Pour ce qui concerne le suivi de la rubrique « La vie scientifique », Jean El Gammal a bien voulu m’apporter son aide précieuse. C'est donc à lui qu'il faut adresser les informations relatives aux colloques, congrès, rencontres annoncés.

Un appel pressant est lancé aux «correspondants» dans les divers centres, les diverses UFR et autres lieux de recherche et d'enseignement supérieur pour qu'ils apportent à l'élaboration et à la

diffusion de ce Bulletin le soutien que seuls ils peuvent fournir.

Pierre Saly
6, rue Auguste Simon
94700 Maisons-Alfort

COMPTE-RENDU DES DEBATS
DE NOTRE A.G.DU 17 NOVEMBRE 1990
SUR LA QUESTION DES IUFM

Devant une nombreuse assistance - toutes les Universités étant représentées - se déroulèrent des débats graves et convergents dans leurs observations et leurs conclusions. L'A.G. a élaboré un texte, prenant en haute considération l'avis de l'Académie des sciences de juin 1990 -qui vous a été adressé. Les présidents des quatre associations spécialisées ont également élaboré un texte pour une plus large diffusion. Il nous a semblé utile de résumer les points essentiels des inquiétudes et des réflexions des nombreux intervenants.

1° Le premier point tient à la menace sur la recherche

Pour les lettres et les sciences humaines, la recherche commence à la maîtrise et au C2. Comment les étudiants de l'IUFM auront-ils le temps de réaliser leur maîtrise, qui est un travail à plein temps ? De l'assèchement des maîtrises résultera celui des DEA et des doctorats (éventuellement envahis par des étudiants rejetés de l'IUFM).

Nous craignons aussi l'effondrement ultérieur de l'admirable réseau de diffusion de la recherche, si utile à 1'histoire régionale, qui repose sur des professeurs titulaires de la maîtrise et animateurs qualifiés des sociétés savantes des petites et moyennes villes des régions.

2. Les ambitions mal fondées de la pédagogie

Les observations que chacun a pu faire à 1'occasion des stages pédagogiques organisés par les assistants normaliens, et à propos de certaines thèses de doctorat en sciences de l'éducation, laissent sceptique sur la valeur scientifique d'une telle pédagogie et sur le profit que les élèves en tireraient. Le savoir-faire général ne peut se substituer à un savoir.

3. Plage des universitaires dans le système

Les premiers textes sortis (JO 29 septembre 1990) et les expériences pilotes ne sont pas encourageants :

- Seront électeurs pour le Conseil d'administration de l'IUFM les universitaires effectuant un quart de leur service à l'IOFM. Les professeurs d'Université qui n'y sont pas en poste ne seraient électeurs que s'ils donnent trois heures hebdomadaires de cours magistraux en concours, condition qui n'est réalisée actuellement dans aucune Université. Les professeurs d'Université n'auront que peu de représentants dans un Conseil d'administration de quarante membres.

4. Spécificité des lettres et sciences humaines

Des postes «fléchés» IUFM seront publiés : au détriment des postes «Université» ? Quelle devra être l'attitude des commissions de spécialistes qui restent, dans un premier temps, universitaires ? Cette réforme est, à nouveau, inspirée par les scientifiques qui ne donnent pas, comme nous le faisons dans nos TD, de formation pédagogique, et pour lesquels, très tôt, divergent les groupes d'étudiants se destinant à l'enseignement (très rares...) et ceux qui s'orientent vers les DEA-doctorats qui ont des débouchés dans le privé. Pour de3 situations différentes, des statuts différents seraient souhaitables.

Signalons que le CAPES national subsiste comme nous le souhaitions. Une épreuve de didactique serait introduite en 1991-1992.

Michèle Cointet

ASSOCIATION DES HISTORIENS CONTEMPORANEISTE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
17 novembre 1990

Les professeurs d'histoire contemporaine de l'Université affirment 1'absolue nécessité de garder à la formation des maîtres son contenu scientifique qui est la condition même de toute formation pédagogique. Cette condition ne pourra pas être remplie si les Universités n'ont pas la responsabilité principale des Instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) de la définition de leurs programmes et de leurs enseignements.

Ils s'associent pleinement à la Déclaration de l'Académie des Sciences de juin 1990.

L'enjeu est le niveau des futurs maîtres de l'enseignement primaire et secondaire*

Ils mandatent le Bureau de l'Association des Historiens contemporanéistes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour prendre toutes initiatives pour affirmer la spécificité des Lettres et des Sciences humaines.

L'Académie des sciences se réjouit de ce que les pouvoirs publia aient décidé de faire du recrutement des maîtres une priorité nationale. Elle souhaite que les 1UFM, par leur pré-recrutement avec rémunération comme autrefois les IPES, donnent un nouvel élan aux vocations de l'en- seignement. Elle souhaite aussi que des allocations soient accordées, des la licence et le DEUG, avec candidatures des la classe de .terminale, pour attirer des jeunes vers l'enseignement Malgré les efforts déjà faits, les salaires des enseignants devront être encore revalorisés.

L*Académie tient a présenter certaines remarques au sujet du rapport du recteur Bancel et en outre certains souhaits.

I. - L'Académie a antérieurement émis des réserves sur la nécessité de la licence pour tous les professeurs d'école. Si cette exigence est maintenue, on doit créer dès maintenant pour eux une licence spéciale d'enseignement polyvalente adaptée à leurs futures fonctions.

2. - L'acquisition des connaissances dans les disciplines à enseigner par les futurs professeurs doit rester prédominante. La formation pédagogique est absolument indispensable, mais la disciplines didactiques, généralement trop abstraites et encore sans fondement suffisant, doivent tenir une place très limitée, de même que l'étude de la structure du système éducatif. Ces sujets ne devraient pas intervenir dans le concours, ni faire l'objet de recherches de la part des étudiants des 1UFM.

3. - Le CAPES et le CAPET doivent être maintenus en dehors des IUFM, organisés conjointement par des enseignants du secondaire et du supérieur, et rester ouverts à tous tes licenciés de la discipline, qu'ils soient passés ou non par les IUFM. Il doit en être de même de l'agrégation après ta maîtrise.

4. - La responsabilité des IUFM doit cire confiée à des universitaires. Le corps des formateurs de professeurs de collège et lycée doit être composé en majorité d'universitaires

relevant des disciplines que devront enseigner les futurs professeurs. Ces universitaires doivent être détachés pour une durée limitée et nommés suivant les procédures universitaires habituelles.

. 3. - Les étudiants entrant dans les IUFM doivent être recrutés par un jury composé en majorité d'enseignants, jugeant tes candidats, avant tout, sur leurs compétences dans les disciplines qu'ils auront à enseigner.

L'Académie considère que ces recommandations sont tout à fait essentielles pour l'avenir de l’enseignement

L'HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES

Je ne crois pas qu'il y ait une «Ecole» historique des relations internationales. Qui dit «Ecole» dit «Scolastique», c'est-à-dire confort intellectuel pour ceux qui répugnent à la discussion, et anathème contre le monde extérieur. Il n'y a qu'une histoire et elle est globale, dans ses explications comme dans son déroulement. Simplement, les limites de notre esprit humain nous imposent de nous placer à des points d'observation différenciés.

Relations entre Etats, devenus Etats-Nations, ou avec des «unités politiques» - expression de Raymond Aron - qui cherchent à le devenir (ex. décolonisation). Cela est capital pour la vie des hommes, puisque paix ou guerre, prospérité ou misère, en dépendent pour une large part.

* *

Je voudrais rappeler un processus auquel j'ai été mêlé, dont l'acteur principal a été Pierre Renouvin - j'ai été son assistant à la Sorbonne de 1945 à 1949, et son successeur comme professeur titulaire, en 1964). Partons de la II^{e} Guerre, phénomène abominable, entre autres pour Renouvin qui a perdu un bras dans la I^{e}. L'«Ecole des Annales» brille de tout son éclat, malgré la mort de Marc Bloch. Renouvin craint que l'histoire diplomatique classique à laquelle il s'est adonné(voir ses cours polycopiés), ne soit périmée. Il attend. Il préside tous les jurys de thèses d'histoire contemporaine, mais il en dirige peu. C'est seulement en 1953 que, s'appuyant sur deux historiens éminents, pour les «forces économiques»» sur Fernand Braudel, pour la psychologie collective sur l'Italien Federico Chabod, il publie en cinq ans les huit volumes de sa magnifique Histoire des relations internationales, dont quatre tomes sont de sa plume. Vers 1962, il me propose d'écrire en commun un livre qui va reparaître au printemps 1991 : *Introduction à l'histoire des relations internationales*, paru en 1964. Il traite des «forces profondes» (la «causalité»»), et moi de l'homme d'Etat (la «finalité»»). Il a, dans ce livre, publié les notes de son séminaire de 3^{e} cycle, qui, me disait-il lui imposait quinze heures de travail pour une heure d'enseignement.

Dès lors, il reprend l'idée des thèses d'histoire des relations internationales. La première est celle de Pierre Guillen (*L'Allemagne et le Maroc*), la seconde celle de Raymond

Poidevin (Les relations économiques financières franco-allemandes de 1898 *à* 1914). Bien d'autres suivront, et j'ai eu l'honneur d'être associé a tous les jurys de ces thèses : Jacques Thobie, Guy Pedroncini, Pierre Miquel, etc., et - sous la direction de Portai - René Girault.

Prenant sa suite, j'ai, pour ma part, dirigé une

bonne trentaine de thèses d'Etat sur l'histoire des relation internationales et j'ai été membre du jury pour environ 78 thèses. Une quarantaine de nos élèves sont professeurs d'histoire contemporaine en France et à l'étranger.

Enumérer ces travaux serait fastidieux. Je conclurai seulement en évoquant quelques grands types de sujets : Histoire proprement diplomatique. Ce mot n'a rien de honteux : j'ai pour ma part écrit chez Dalloz une *Histoire diplomatique de 1919 à nos Jours* dont la première édition date de 1953, et la dixième de 1990. (L'expression «à nos jours»» expliquant qu'en 37 ans, la dimension du volume a triplé). Je n'ai pas été méprisé par les «novateurs», puisqu'il s'en vend deux à trois mille par an.

Mais nous avons bien d'autres types de sujets : histoire économique internationale (ex. Denise Artaud et J. C. Allain), histoire des migrations, guerre et stratégie, relations entre deux pays sur tous les plans : politiques, culturels, voyages, migrations, stéréotypes, etc. (ex. Milza sur l'Italie, Nouailhat et Kaspi sur les Etats-Unis), armements et désarmement (ex. Maurice Vaisse), voire sport, littérature comparée, émancipation coloniale, etc.

Nous sommes finalement des historiens «globaux»» qui s'intéressent aux relations entre Etats, parce qu'elles produisent sans cesse des changements essentiels dans la vie

des hommes.

Jean-Baptiste Duroselle

L'HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA PERIODE CONTEMPORAINE DEPUIS UN QUART DE SIECLE

L'histoire religieuse de la période contemporaine, des lendemains de la crise révolutionnaire à notre temps, a connu un essor remarquable depuis le début des années 1960. Les thèses de Christiane Marcilhacy, soutenues en 1962, ouvrent la voie à une série de nombreux travaux, souvent dominés par la démarche de la sociologie religieuse historique. Le nombre de professeurs qui assurent des directions de recherche sur l'histoire religieuse de la période contemporaine s'est accru très sensiblement. Des institutions comme l'Association française d'histoire religieuse contemporaine, le GRECO du CNRS d'Histoire religieuse moderne et contemporaine, facilitent les contacts entre chercheurs, la mise en oeuvre de recherches collectives, la discussion des méthodes. Faut-il ajouter que l'intérêt pour l'histoire religieuse n'est pas seulement le fait de ceux qui se consacrent de façon privilégiée à ce domaine de recherche, mais aussi de spécialistes d'histoire de la démographie, de l'éducation, de la société, des relations internationales, etc. ?

On n'insistera pas sur les nombreuses publications de manuels et de synthèses. On rappellera en revanche la publication en cours d'instruments de travail : Les matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français (sous le triple patronage de l'EHESS, de la Fondation nationale des sciences politiques, du CNRS), le Dictionnaire du monde religieux français contemporain, (chez Beauchesne). Est à regretter, malgré quelques exceptions, souvent dues à des littéraires -ainsi la publication par Louis Le Guillou de la Correspondance de Lammenais -, le petit nombre d'éditions de correspondances et de papiers privés.

Les acquis majeurs de la recherche peuvent être regroupés autour de deux axes :

1. L'apport de la sociologie religieuse historique, dans la ligne des travaux de Gabriel Le Bras et du chanoine Pernand Boulard. Fondée sur les sources issues de l'obligation canonique de la pratique dans le catholicisme, dominée par l'interrogation sur l'ampleur de la christianisation et de la déchristianisation, cette démarche féconde a suscité d'innombrables études. Elles permettent aujourd'hui une connaissance affinée de la diversité régionale et sociale, face à la pratique religieuse, dans le catholicisme, avec un certain déficit de travaux sur les villes.

Les clergés séculier et régulier ont également fait l'objet d'une approche sociologique

2. La relation entre religion et société. A l'étude

longtemps privilégiée des rapports entre les Eglises et l'Etat a été substituée une démarche plus large. Elle veut éclairer les attitudes des Eglises face à la «société moderne», discerner à l'intérieur de chaque religion tendances et familles d'esprit. La presse, les oeuvres charitables, les oeuvres de jeunesse, les organisations et mouvements ont fait l'objet d'une attention particulière.

Une réflexion sur les perspectives de la recherche amène à souhaiter un plus grand recours aux sources iconographiques ; l'art sacré ,1e décor des lieux de culte sont insuffisamment étudiés. Le discours religieux, d'autre part, n'a pas fait l'objet d'investigations comparables à celles qui ont pu être menées sur le discours politique. Certaines périodes - le premier XIX^{ème} siècle - et certains domaines - ainsi les missions outre-mer jusqu'à un récent réveil d'intérêt - ont pu être négligés. Surtout, mais là aussi les choses commencent à changer, la perspective franco-centriste a été dominante.

Risquer un regard critique sur une production fort riche amènerait sans doute à reprendre la formule de Marcel Mauss en 1933 : "Nous avons fait trop de pratique et pas assez de mythologie et de représentation"» L'étude des représentations populaires du religieux, de la religiosité vécue, réclame une attention particulière qui devrait s'inspirer des perspectives suggérées par Alphonse Dupront (Du Sacré, 1987). De même, l'étude des systèmes de croyances, de la pensée religieuse, des théologies et des spiritualités est au coeur de l'analyse et de la compréhension des réalités religieuses ; le risque serait autrement de n'apercevoir que les aspects extérieurs et de ne décrire que la dimension sociale. Retrouver la spécificité du religieux constitue probablement l'ambition qui doit guider les recherches d'aujourd'hui.

Jean-Marie Mayeur

INFORMATION SUR LES POSTES

Pour l'année 1981, ont été mis au concours, en histoire contemporaine :

- 21 postes de professeurs (dont sept créations) : Amiens, Angers, Caen, Clermont-Ferrand II, Dijon, Grenoble II, Lille III-Arras, Lille III (histoire de l'éducation), Limoges, Lyon III (deux postes), Montpellier III, Paris IV, Paris VIII, Saint-Quentin-Versailles, Pau, Reims, Rennes II (deux postes), Toulouse II, Tours.

- 21 postes de maîtres de conférences : Aix-Marseille I, Amiens, Clermont-Ferrand II, Le Mans, Lille III, Montpellier III, Nancy II, Ecole des Chartes, INALCO, Paris I, Paris IV (deux postes), Paris VIII, Paris XIII, Saint-Quentin-Versailles, Pau, Rennes I (IUT Rennes), Rouen, Strasbourg II, Toulouse II, Tours.

(Voir le J.Q. et le B.Q.E.N. du 17 janvier 1991).

Dans l'ensemble, ces chiffres traduisent une certaine progression, notamment dans la première catégorie, par rapport aux années précédentes. Le bureau de l'association en prend acte avec satisfaction, et suit avec une attention particulière l'évolution des recrutements.

APPEL AUX CORRESPONDANTS DE L'ASSOCIATION

Le bureau a déjà reçu de nombreuses réponses concernant les effectifs et les noms des enseignants des sections d'histoire contemporaine des universités et remercie vivement les collègues qui lui ont communiqué les informations en leur possession. Afin de dresser un état des lieux, il souhaiterait bénéficier d'une actualisation de ces renseignements et, par ailleurs, que lui soient adressées les listes manquantes. Les indications suivantes peuvent être fournies à Jean El Gammal, 95 boulevard Beaumarchais, 75003 Paris i

- Université,

- Statut (UFR, Institut),

- Adresse,

- Nom du correspondant,

- Liste des professeurs, maîtres de conférences, assistants, ATER, ANM, PRAG, PRCE, moniteurs, chargés de cours.

Colloques - Divers

Le G.D.R. n° 0832 du CNRS. "Industrialisation et nouveaux rapports de force au Moyen-Orient", l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul et l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier organisent les 27. 28 et 29 mai 1991 un colloque intitulé: "Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale depuis un siècle". Placé sous la responsabilité scientifique de Jacques Thobie, professeur d'histoire des relations économiques internationales à l'université de Paris Vlll-Saint-Denis, il se tiendra à l'U.N.E.S.C.O.-, 1 rue Miollis. 75015 Paris.